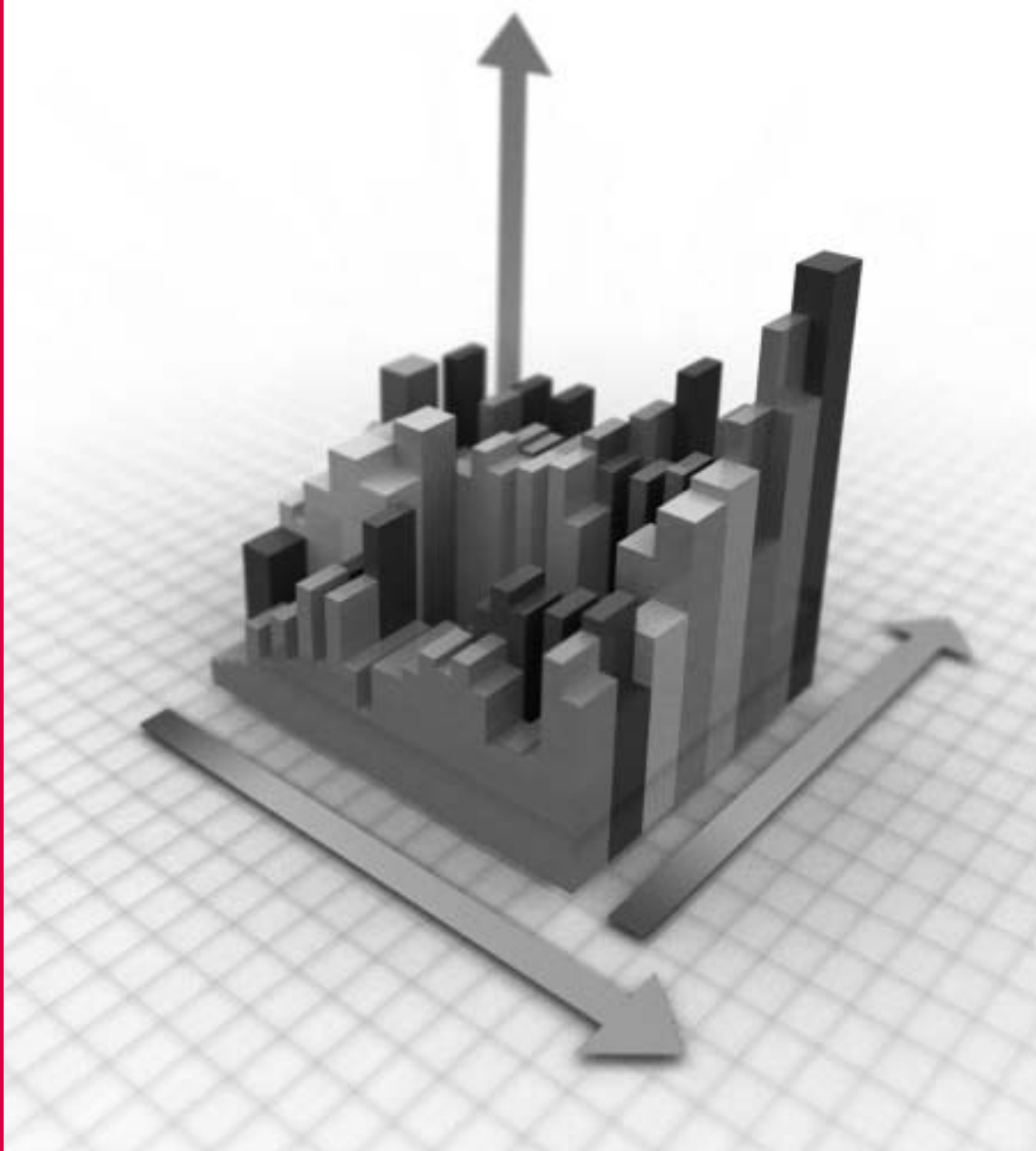




Analyse 1^{er} trimestre 2012 : défaillances et sauvegardes d'entreprises en France



altares

► La connaissance inter-entreprises

Altaires est un acteur de référence des services aux entreprises. Il fournit à ses clients des solutions pour accélérer la croissance dans deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier en France, en Europe et à l'international.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles, dans deux domaines spécifiques de la connaissance inter-entreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'analyses trimestrielles. Ces analyses sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altaires.fr et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : MERCREDI 11 AVRIL 2012

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.fr

Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altaires.fr

Responsable des études
Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

Relations Presse : Actual Consultants
Aurélié DELMAET - Françoise LINHART
agence@actual-consultants.com

36 ter avenue Franklin Roosevelt
77210 Avon Fontainebleau
Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02
www.actual-consultants.com

16 206 ENTREPRISES DÉFAILLANTES SUR LE 1^{ER} TRIMESTRE 2012 (+ 0,3 %).

Une sortie de crise révélatrice des faiblesses structurelles des PME.

Pour la quatrième année consécutive, le nombre des défaillances d'entreprises du premier trimestre reste bloqué au-dessus du seuil des 16 000 procédures. 16 206 procédures de sauvegarde, Redressement Judiciaire (RJ) ou Liquidation Judiciaire (LJ) directes ont été prononcées par les tribunaux (+ 0,3 %) depuis le début de l'année. C'est 3 500 de plus qu'avant crise (début 2008). Les PME de 50 salariés et plus sont, comme au quatrième trimestre 2011, très exposées (+ 27 %).

Malgré un mois de janvier très compliqué, les défaillances d'entreprises parviennent à se stabiliser sur le trimestre mais à un niveau élevé. C'est encore 3 500 entreprises de plus qu'en début 2008, juste avant crise, qui sont contraintes au dépôt de bilan. L'accélération des défaillances de PME pèse sur le chiffre d'emplois concernés directement par ces procédures collectives. L'ensemble des entreprises défaillantes sur ce premier trimestre représente 65 200 emplois contre 56 200 sur le même trimestre 2011, soit une augmentation de 16 %.

Plus de la moitié des régions, essentiellement sur la moitié Est, est mal orientée.

Les activités de transport & logistique, de restauration et de santé concentrent les tendances les plus sévères.

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure

	T1 2008	T1 2009	T1 2010	T1 2011	T1 2012	Évolution 2012/2011
Sauvegardes	109	319	280	312	324	3,8 %
RJ et LJ Directes	12 592	16 140	16 052	15 841	15 882	0,3 %
TOTAL FRANCE	12 701	16 459	16 332	16 153	16 206	0,3 %



Decide with Confidence

DES RJ/LJ TOUJOURS AU PLUS HAUT MALGRE LA FAIBLESSE DES CREATIONS D'ENTREPRISES.

Plus de 9 défaillances sur 10 concernent des micro-entreprises mais ce sont les PME qui portent les tendances les plus sévères.

Comme il y a un an, 93 % des entreprises défaillantes, soit 14 700, sont des micro-entreprises (moins de 10 salariés). Ce taux est comparable à celui représentant ces structures dans la démographie des entreprises françaises (95 % selon l'INSEE)¹. Ces entreprises ne sont donc pas « surdéfaillantes » d'une part et, d'autre part, elles s'inscrivent sur une tendance stable (-0,2 %) sur ce début d'année 2012.

Les sociétés de plus de 10 salariés sont, en revanche, davantage vulnérables. Elles sont 1 150 à avoir déposé le bilan depuis le début de l'année, c'est 7,2 % de plus qu'un an plus tôt. La situation est encore plus délicate pour les PME de 50 salariés et plus. **123 sociétés de cette taille ont connu une défaillance sur le premier trimestre soit une augmentation de 27 %** par rapport au même trimestre 2011. Elles représentent 19 800 emplois. Cette lourde tendance sur ces PME avait déjà été observée sur l'étude trimestrielle Altares du quatrième trimestre 2011 (+35 %). Ces sociétés de 50 salariés et plus offrent, néanmoins, des solutions de redressement ; les tribunaux ont privilégié pour les trois quarts d'entre elles l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire (RJ) plutôt qu'une liquidation judiciaire directe (LJ). Sur l'ensemble des défaillances du trimestre, le taux de LJ directe est de 70 %.

Des PME à bout de souffle

Pour nombre de ces PME, le contexte économique de ce début d'année est **un révélateur de leurs faiblesses structurelles**. Plusieurs indicateurs concouraient à pronostiquer une sortie de crise difficile. En premier lieu, le tiers d'entre elles n'avaient pas encore, au moment de leur défaillance, répondu à leur obligation légale de publier leur bilan... 2010. Ensuite, l'examen des deniers comptes publiés par ces PME montre que plus de 40 % d'entre elles n'avaient plus de fonds propres, près de 80 % affichaient une perte d'exploitation ; autant de signaux confirmant des difficultés sérieuses et anciennes. Au-delà de cette insuffisante capitalisation, **le manque de cash voire de culture cash apparaît également de façon manifeste**. 40 % accusent sur le dernier bilan disponible des délais de règlement clients supérieurs à 60 jours et par voie de conséquence une insuffisance voire absence de trésorerie. Situation conduisant la quasi-totalité de ces PME à retarder, à leur tour, les règlements de leurs fournisseurs ; les trois quarts décalaient les paiements fournisseurs de plus de 15 jours et une sur cinq les reportait de plus de 30 jours. Or rappelons-le, les retards de paiement des clients sont à l'origine d'une défaillance sur quatre. Le retard de paiement est un marqueur fondamental de la santé financière des entreprises. Altares constate au travers des mesures de performance de ses scores de risque que des retards de paiement supérieurs à 30 jours sont symptomatiques d'une trésorerie très dégradée et d'une poursuite d'activité compromise.

Précisément, les entreprises reportant leurs règlements fournisseurs de plus de 30 jours présentent une probabilité de défaillance multipliée par six.

Les difficultés n'épargnent pas les sociétés les plus âgées.

Plus d'une entreprise défaillante sur deux (52 %) n'a pas passé sa 5^{ème} année d'existence. Cette proportion tend, toutefois, à diminuer légèrement du fait d'un moindre dynamisme des créations et donc de jeunes entreprises. En effet, depuis trois ans, le nombre de nouvelles entreprises hors auto entrepreneurs est globalement stable aux environs de 260 000 par an².

(1) Insee Première N°1399 - mars 2012

(2) Insee Informations rapides N°1613 janvier 2012



Decide with Confidence

NANTERRE, LE MERCREDI 11 AVRIL 2012

3/5

Au-delà de 5 ans, en revanche, les chiffres de sinistralité se dégradent. C'est, notamment, le cas sur la tranche des 6 à 10 ans (+ 2,7 %) correspondant aux entreprises créées au début des années 2000 à la faveur des mesures visant, à partir de 2002, à donner un coup d'accélérateur aux nouvelles entreprises.

Les tensions n'épargnent pas non plus les sociétés les plus âgées. Corroborant la fragilité des PME de plus de 50 salariés donc naturellement plus matures, la sinistralité des entreprises créées il y a plus de 15 ans augmente fortement. Plus de 2 500 sociétés de cette tranche d'âge ont déposé le bilan depuis le début de l'année, soit une augmentation de 8 % par rapport au premier trimestre 2011.

Les activités fragilisées fin 2011 restent éprouvées début 2012.

Sur le dernier trimestre 2011, plusieurs secteurs viraient au rouge. C'était en particulier le cas du transport et de la logistique (+ 7 %). Les défaillances s'accroissent encore sur ce début d'année 2012 (+ 13 %). Le transport routier de marchandises (+ 10 %) porte l'essentiel des procédures mais le transport de voyageurs dérape davantage (+ 34 %).

La restauration, également mal orientée en fin d'année (+ 6 %), l'est encore début 2012 (+ 10 %). Plus précisément, les tendances sont sévères dans la restauration rapide (440 ; + 12 %) comme traditionnelle (963 ; + 10 %).

La situation du commerce s'éclaircit. En hausse de plus de 5 % en fin 2011, les défaillances se stabilisent en ce début 2012. Ce redressement masque toutefois une dégradation dans le commerce inter-entreprises (+ 4 % contre - 4 % fin 2011) ainsi que le commerce et la réparation de véhicules (+ 8 % contre + 15 %). La vente de détail semble globalement moins exposée (- 3 % après + 7 % fin 2011) mais reste sous tension dans l'habillement (+ 5 %) ou le soin de la personne (+ 18 %).

L'industrie poursuit son redressement (- 2 %) tirée par la performance de l'industrie manufacturière (- 6 %) alors que l'agroalimentaire dérape de + 6 %.

Les activités de santé humaine et action sociale confirment des tendances sévères. Les défaillances d'entreprises augmentent encore de 13 % après une dégradation de 16 % fin 2011. 200 structures ont connu une procédure collective début 2012 parmi lesquelles 24 médecins généralistes et 51 infirmiers-sages-femmes.

Dans la construction, les défaillances d'entreprises sont en recul de 1 % (- 3 % fin 2011) en dépit de tensions dans le bâtiment (+ 1 %) en particulier dans la menuiserie (+ 15 %, 416 défaillances), le revêtement des sols et des murs (+ 12 %, 214) et dans une moindre mesure les travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation (+ 3 %, 199). Les services aux entreprises sont également encore bien orientés (- 3 % après - 5 % fin 2011) avec toutefois une sévère tendance pour le nettoyage de bâtiment (+ 22 % et 177 défaillances).

La moitié Est de la France concentre les tendances les plus sévères.

L'Île de France qui comptabilise près de 20 % des défaillances d'entreprises françaises, s'inscrit sur une tendance favorable depuis deux ans, amortissant la dégradation nationale. Sur le premier trimestre 2012, le nombre d'ouvertures de procédures judiciaires recule de 5,5 % (3 032) en dépit de contractions dans le commerce (+ 1 %).

Rhône-Alpes, qui elle aussi restait sur deux ans de baisse des défaillances d'entreprises, confirme le retournement observé en toute fin d'année 2011 et termine le premier trimestre sur une dégradation de + 5,9 %. Les restaurateurs rhônalpins sont particulièrement affectés avec 159 procédures soit + 62 % par rapport au même trimestre 2011.

Provence-Alpes-Côte-D'azur déjà mal orientée sur les deuxième et quatrième trimestres 2011 démarre l'année 2012 sur une augmentation des défaillances d'entreprises de 6,3 %. Les difficultés sont très sensibles dans la construction (+ 15 %) et la restauration (+ 13 %).



Decide with Confidence

Au-delà de ces deux grandes régions sud-est qui réunissent ensemble 22 % des défaillances françaises, c'est tout un large flan Est du pays qui connaît de fortes augmentations du nombre de procédures collectives ouvertes sur ce premier trimestre. La Franche-Comté est la plus frappée avec une hausse de 16,7 % après une dégradation de plus de 7 % sur l'ensemble de l'année 2011. Le commerce pèse fortement sur l'indicateur régional ; le nombre de commerçants francs-comtois ayant déposé le bilan (84) sur les trois premiers mois 2012 est en hausse de 58 %.

Champagne-Ardenne (+ 12,1 %), Bourgogne (+ 5,2 %) et Alsace (+ 9,2 %), trois régions frontalières à la Franche-Comté sont elles aussi mal orientées. Si les tendances avaient été bonnes en 2011 pour les deux premières, en revanche, l'Alsace poursuit un mouvement défavorable engagé depuis le printemps 2011.

La Picardie s'inscrit elle aussi sur une dégradation sensible (+ 8,5 %) ; c'est une nouvelle détérioration après une année 2011 compliquée qui avait placé la région en tête des plus fortes hausses (+ 9,3 %).

Derrière ces régions dans le rouge, six autres présentent des évolutions comprises entre 0 % et 5 %. Les défaillances d'entreprises augmentent ainsi de 0,8 % en Poitou-Charentes, 0,6 % en Basse-Normandie, 1,4 % en Haute-Normandie, 2,1 % en Aquitaine, 3,2 % en région Centre et 4,8 % en Corse.

Huit régions, exception faite de l'Île-de-France, enregistrent un recul des défaillances d'entreprises voire poursuivent une tendance déjà favorable en 2011. C'est le cas de Nord-Pas-de-Calais (- 1,7 %) bien orientée depuis fin 2010, Lorraine - 2,7 % (- 6 % en 2011), Languedoc-Roussillon - 9,1 % (- 2,4 % en 2011) et Auvergne - 14 % (- 3,3 % en 2011). 2012 s'amorce favorablement après une année 2011 qui avait été plus délicate pour Pays-de-la-Loire - 1,2 %, Midi-Pyrénées - 0,6 %, Bretagne - 5,7 % et Limousin - 15 %.

LE RECOURS À LA PROCEDURE DE SAUVEGARDE SEMBLE SE STABILISER

La procédure de sauvegarde entre dans sa septième année de mise en application. Or force est de constater que **son taux d'utilisation se stabilise à seulement 2 %** de l'ensemble des procédures collectives prononcées.

En écho à la stabilité des ouvertures de RJ/LJ, le recours à la procédure de sauvegarde décélère début 2012. Si les demandes de sauvegardes acceptées par les tribunaux avaient explosé de + 193 % en 2009 au plus fort de la crise, elles n'augmentent plus que de 4 % en ce premier trimestre.

Les PME semblent privilégier la sauvegarde.

Les micro-entreprises, qui représentent l'essentiel du tissu des entreprises françaises, demeurent légitimement les plus nombreuses à solliciter cette procédure. 74 % des ouvertures ont, en effet, été demandées par des entreprises de moins de 10 salariés. Néanmoins, ce taux est inférieur à celui observé pour les procédures de RJ/LJ (93 %). Ainsi donc, les sauvegardes de PME de 10 salariés et plus représentent 26 % du total contre seulement 7 % pour les RJ/LJ ; un taux d'utilisation presque quatre fois plus fort semblant démontrer que **les PME seraient davantage sensibilisées à ce dispositif préventif**.

En tendance, les évolutions les plus lourdes du premier trimestre 2012 sont constatées sur la démarcation micro-entreprises et PME. 97 TPE de 6 à 19 salariés ont obtenu l'ouverture d'une procédure de sauvegarde sur les trois derniers mois, soit 43 % de plus qu'au cours du même trimestre 2011.

Plus de la moitié des procédures ont été demandées par des entreprises jeunes de 3 à 5 ans (90 + 15 %) ou au contraire âgées de plus de 15 ans (94, + 9 %).



Decide with Confidence

NANTERRE, LE MERCREDI 11 AVRIL 2012

5/5

Les entreprises de services concentrent le quart des sauvegardes.

Les sociétés de services aux entreprises sont les plus nombreuses à recourir à la sauvegarde (77, + 20 %). Alors qu'elles représentent 12 % des RJ/LJ, elles concentrent 24 % des sauvegardes, soit deux fois plus.

Dans des proportions moindres mais sur des tendances fortes, la restauration recense 23 sauvegardes soit 43 % de plus qu'un an plus tôt, illustrant les tensions observées dans cette activité. Autres secteurs également sévèrement orientés sur le front des RJ/LJ, le transport et la logistique enregistrent un plus fort usage de la sauvegarde.

Rhône-Alpes toujours en tête.

Dès la mise en place de la sauvegarde en 2006, Rhône-Alpes a tiré l'utilisation de ce dispositif. Ce trimestre encore, la région enregistre le plus fort recours avec 44 procédures devant Provence-Alpes-Côte-D'azur (37) et Île-de-France (30).

Indicateur encourageant quant à un plus large usage de la sauvegarde en région et, par conséquent, une meilleure prévention des difficultés des entreprises, quatre autres régions atteignent ou franchissent le cap des 20 sauvegardes ce trimestre. Il s'agit de Midi-Pyrénées (20), Picardie (22), Aquitaine (25) et Pays-de-la-Loire (29).

« Alors que la reprise est toujours vacillante, la crainte d'une rechute dans la zone euro sur fond d'une résurgence de la crise de la dette souveraine mine l'économie réelle. Les tensions sur les prix des matières premières conjuguées au durcissement de l'accès au financement pèsent sur les exploitations. », souligne Thierry MILLON, responsable des analyses.

« Le chiffre d'affaires est correct, le carnet de commandes satisfaisant mais la trésorerie insuffisante pour couvrir les achats en attendant d'être payé bien plus tard ! Voilà un discours souvent entendu dans les PME. Pourtant, au-delà des secousses conjoncturelles ou des accidents de parcours, nombre d'entreprises sont en difficulté faute d'une discipline financière solide.

En effet, la situation économique compliquée depuis 2008 et probablement encore sur 2012 est un révélateur des faiblesses structurelles des entreprises. L'analyse des procédures judiciaires de ce premier trimestre 2012 le met en exergue : manque de fonds propres, marges insuffisantes, absence de trésorerie et donc retards de règlements fournisseurs. Cela traduit une trop faible attention portée au cash par les dirigeants de ces entreprises. Celui-ci est pourtant fondamental pour permettre à l'entreprise de répondre de ses engagements, innover et préparer l'avenir. Mettre en œuvre une culture cash c'est, par exemple, connaître et suivre ses clients pour anticiper leurs défauts de paiement mais aussi accompagner leur croissance ; connaître et suivre ses fournisseurs stratégiques pour garantir ses approvisionnements ; sécuriser ses flux d'information pour gagner en performance financière. Le cash est le nerf de la compétition économique. »

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altaires : 04 72 65 15 51

A PROPOS D'ALTARES

Altaires est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France. Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance. Altaires répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), Altaires diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B. Les clients d'Altaires disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 200 Millions d'entreprises dans le monde. Dirigée par Thierry Asmar, Altaires, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 55 Millions d'Euros, l'entreprise compte près de 300 collaborateurs répartis

sur 3 sites principaux : Nanterre, St-Quentin-en-Yvelines et Villeurbanne.

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.fr
www.altaires.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence

PARTIE 1

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2012

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

10

- 10 Statistiques France globale
 - Statistiques France par tranches d'effectifs
 - Statistiques France par tranches d'âge
- 11 Statistiques France par secteurs d'activités détaillées
- 12 Statistiques France par Région
- 13 Évolution des défaillances d'entreprises sur 5 ans - 12 mois glissants - janvier 2007 à mars 2012
 - Carte d'évolution des défaillances d'entreprises par Région
- 14 Les défaillances de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires au 1^{er} Trimestre 2012

PARTIE 2

LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2012

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES

16

- 16 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France Globale
 - Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'effectifs
 - Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'âge
- 17 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par secteurs d'activités détaillées
- 18 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par Région
- 19 Carte des ouvertures de sauvegarde en France par Région au 1^{er} trimestre 2012
- 20 Les sauvegardes de plus de 5 M€ de Chiffre d'affaires au 1^{er} Trimestre 2012

MÉTHODOLOGIE

21

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2012

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES (SITUATION AU 01 AVRIL DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE GLOBALE

1 ^{er} trimestre	2010	2011	2012
France	16 000	15 841	15 882
Évolution Vs N-1	-0,5 %	-1,0 %	0,3 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 ^{er} trimestre 2011	1 ^{er} trimestre 2012	Évolution trimestre
0 salarié	7 011	6 813	-2,8 %
1 ou 2 salariés	4 316	4 428	2,6 %
3 à 5 salariés	2 342	2 434	3,9 %
6 à 9 salariés	1 098	1 056	-3,8 %
10 à 19 salariés	661	710	7,4 %
20 à 49 salariés	316	318	0,6 %
50 à 99 salariés	62	69	11,3 %
100 à 199 salariés	23	40	73,9 %
200 salariés et plus	12	14	16,7 %
TOTAL	15 841	15 882	0,3 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	1 ^{er} trimestre 2011	1 ^{er} trimestre 2012	Évolution trimestre
moins de 3 ans	2 845	2 864	0,7 %
3 à 5 ans	5 565	5 332	-4,2 %
6 à 10 ans	3 595	3 693	2,7 %
11 à 15 ans	1 465	1 426	-2,7 %
16 à 50 ans	2 327	2 517	8,2 %
51 et plus	44	50	13,6 %
TOTAL	15 841	15 882	0,3 %

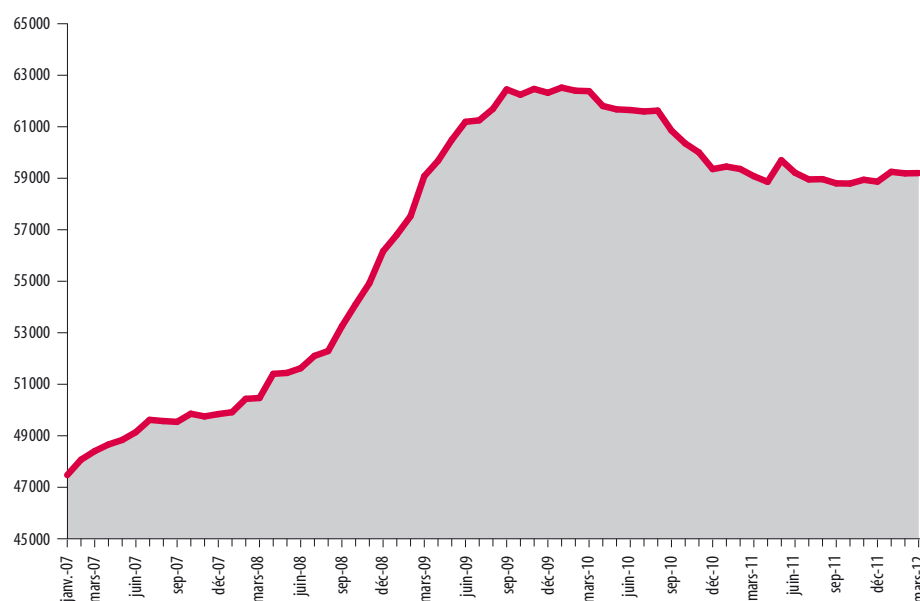
STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	1 ^{er} trimestre 2011	1 ^{er} trimestre 2012	Évolution trimestre
AGRICULTURE	292	278	- 4,8 %
Chasse, pêche, forêt	62	54	- 12,9 %
Culture	120	134	11,7 %
Élevage	110	90	- 18,2 %
CONSTRUCTION	4 660	4 607	- 1,1 %
Bâtiment	4 027	4 062	0,9 %
Immobilier	633	545	- 14,0 %
COMMERCE	3 592	3 600	0,2 %
Commerce & réparation de véhicules	516	558	8,1 %
Commerce de détail	2 223	2 154	- 3,1 %
Commerce interentreprises	853	888	4,1 %
INDUSTRIE	1 197	1 168	- 2,4 %
Industrie agroalimentaire	349	371	6,3 %
Industrie hors agroalimentaire	848	797	- 6,0 %
INFORMATION & COMMUNICATION	406	405	- 0,2 %
Services informatiques & édition de logiciels	218	215	- 1,4 %
Autres activités information & communication	188	190	1,1 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	474	536	13,1 %
Transport routier de marchandises	366	406	10,9 %
Autres activités de transport	108	130	20,4 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	95	109	14,7 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 992	1 935	- 2,9 %
Activités scientifiques & techniques	1 001	951	- 5,0 %
Services administratifs aux entreprises	991	984	- 0,7 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	678	670	- 1,2 %
Activités de réparation	95	95	0,0 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	385	406	5,5 %
Autres services à la personne	198	169	- 14,6 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	1 786	1 887	5,7 %
Hébergement	149	148	- 0,7 %
Restauration	1 332	1 466	10,1 %
Débits de boissons	305	273	- 10,5 %
AUTRES ACTIVITÉS	669	687	2,7 %
Santé humaine & action sociale	178	202	13,5 %
Activités récréatives	200	185	- 7,5 %
Enseignement	158	166	5,1 %
Autres activités	133	134	0,8 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	15 841	15 882	0,3 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR RÉGION

RÉGION	1 ^{er} trimestre 2011	1 ^{er} trimestre 2012	Évolution trimestre
Alsace	379	414	9,2 %
Aquitaine	878	896	2,1 %
Auvergne	264	227	- 14,0 %
Basse Normandie	335	337	0,6 %
Bourgogne	386	406	5,2 %
Bretagne	748	705	- 5,7 %
Centre	568	586	3,2 %
Champagne-Ardenne	247	277	12,1 %
Corse	84	88	4,8 %
Franche-Comté	252	294	16,7 %
Haute-Normandie	351	356	1,4 %
Île-de-France	3 210	3 032	- 5,5 %
Languedoc-Roussillon	939	854	- 9,1 %
Limousin	206	175	- 15,0 %
Lorraine	450	438	- 2,7 %
Midi-Pyrénées	701	697	- 0,6 %
Nord-Pas de Calais	949	933	- 1,7 %
Pays de la Loire	751	742	- 1,2 %
Picardie	402	436	8,5 %
Poitou-Charentes	399	402	0,8 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 705	1 813	6,3 %
Rhône-Alpes	1 552	1 643	5,9 %
Autres (dont DOM)	85	131	54,1 %
TOTAL	15 841	15 882	0,3 %

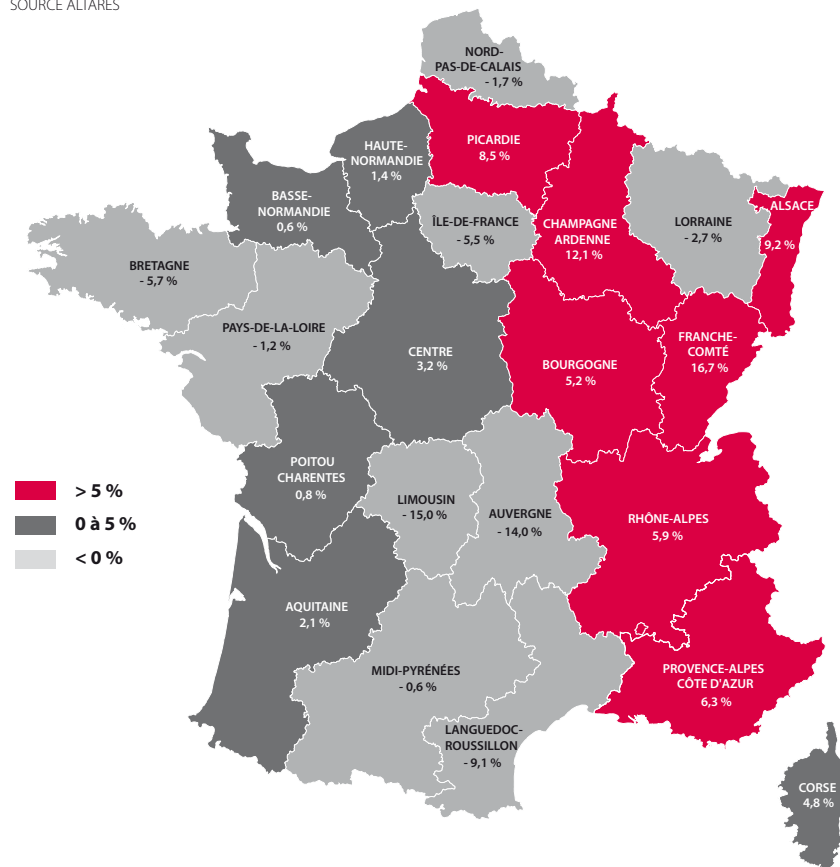
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE SUR 5 ANS (DONNÉES 12 MOIS GLISSANTS - JANVIER 2007 À MARS 2012)



CARTE D'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES PAR RÉGION

1^{ER} TRIMESTRE 2012

SOURCE ALTARES



DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 20 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES AU 1^{ER} TRIMESTRE 2012

RAISON SOCIALE	DPT	REGION	ANNÉE CRÉATION	CODE NAF	ACTIVITE	CA (M€)	EFFECTIF	PROCÉDURE	MOIS DU JUGEMENT
PETROPLUS MARKETING FRANCE SAS	92	Île-de-France	2007	1920Z	Raffinage du pétrole	3 583,6	32	RJ	01
SURCOUF	59	Nord- Pas de Calais	1992	4741Z	Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé	269,5	519	RJ	02
PETROPLUS RAFFINAGE PETIT COURONNE SAS	76	Haute- Normandie	2007	1920Z	Raffinage du pétrole	175,9	549	RJ	01
LITWIN	92	Île-de-France	1985	7112B	Ingénierie, études techniques	152,9	213	RJ	02
EVASOL	69	Rhône-Alpes	2007	4799A	Vente à domicile	73,9	315	RJ	03
PETROPLUS RAFFINAGE REICHSTETT SAS	67	Alsace	2007	1920Z	Raffinage du pétrole	73,3	262	RJ	01
CADDIE	67	Alsace	1957	3099Z	Fabrication d'autres équipements de transport n.c.a.	70,1	573	RJ	03
MERYL FIBER	62	Nord- Pas de Calais	1993	2060Z	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	66,9	335	LJ	01
RECYCLEAN	59	Nord- Pas de Calais	1995	7739Z	Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.	55,5	1178	LJ	03
ASTER	92	Île-de-France	1984	4941B	Transports routiers de fret de proximité	46,5	100	LJ	02
SOC NORMAN PRESSE EDITION IMPRESSION	76	Haute- Normandie	1956	5813Z	Édition de journaux	41,3	319	RJ	02
SYMACOM	75	Île-de-France	2002	6110Z	Télécommunications filaires	40,6	25	RJ	03
NEWCOM DISTRIBUTION	78	Île-de-France	1995	4651Z	Commerce interentreprises d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels	40,2	39	RJ	03
DURISOTTI SAS	62	Nord- Pas de Calais	1956	2920Z	Fabrication de carrosseries et remorques	35,6	399	RJ	03
TFLD	66	Languedoc- Roussillon	2005	4941A	Transports routiers de fret interurbains	26,2	201	LJ	02
PAPETERIE DU DOUBS	25	Franche- Comté	2008	1712Z	Fabrication de papier et de carton	22,5	60	RJ	01
SUNNCO	75	Île-de-France	2006	4322B	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	21,2	148	LJ	03
SOCRIMEX FRANCE	25	Franche- Comté	1975	4643Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils électroménagers	20,8	24	RJ	03
S2R	91	Île-de-France	1988	4322B	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	20,6	107	RJ	03

PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2012

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES (SITUATION AU 01 AVRIL DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE GLOBALE

1 ^{er} trimestre	2010	2011	2012
France	280	312	324
Évolution Vs N-1	-12,2 %	11,4 %	3,8 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 ^{er} trimestre 2011	1 ^{er} trimestre 2012	Évolution trimestre
0 salarié	91	93	2,2 %
1 ou 2 salariés	51	51	0,0 %
3 à 5 salariés	48	42	- 12,5 %
6 à 9 salariés	34	54	58,8 %
10 à 19 salariés	34	43	26,5 %
20 à 49 salariés	33	29	- 12,1 %
50 à 99 salariés	10	8	- 20,0 %
100 salariés et plus	11	4	- 63,6 %
TOTAL	312	324	3,8 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	1 ^{er} trimestre 2011	1 ^{er} trimestre 2012	Évolution trimestre
moins de 3 ans	26	22	- 15,4 %
3 à 5 ans	78	90	15,4 %
6 à 10 ans	75	71	- 5,3 %
11 à 15 ans	47	47	0,0 %
16 ans et plus	86	94	9,3 %
TOTAL	312	324	3,8 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	1 ^{er} trimestre 2011	1 ^{er} trimestre 2012	Évolution trimestre
AGRICULTURE	14	6	-57,1 %
Chasse, pêche, forêt	0	1	-
Culture	4	3	-25,0 %
Élevage	10	2	-80,0 %
CONSTRUCTION	64	59	-7,8 %
Bâtiment	40	40	0,0 %
Immobilier	24	19	-20,8 %
COMMERCE	60	53	-11,7 %
Commerce & réparation de véhicules	9	7	-22,2 %
Commerce de détail	36	34	-5,6 %
Commerce interentreprises	15	12	-20,0 %
INDUSTRIE	39	42	7,7 %
Industrie agroalimentaire	7	9	28,6 %
Industrie hors agroalimentaire	32	33	3,1 %
INFORMATION & COMMUNICATION	5	9	80,0 %
Services informatiques & édition de logiciels	3	7	133,3 %
Autres activités information & communication	2	2	0,0 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	6	13	116,7 %
Transport routier de marchandises	3	12	300,0 %
Autres activités de transport	3	1	-66,7 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	7	5	-28,6 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	64	77	20,3 %
Activités scientifiques & techniques	27	33	22,2 %
Services administratifs aux entreprises	37	44	18,9 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	8	7	-12,5 %
Activités de réparation	2	1	-
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	5	6	20,0 %
Autres services à la personne	1	-	-
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	24	31	29,2 %
Hébergement	7	5	-28,6 %
Restauration	16	23	43,8 %
Débords de boissons	1	3	200,0 %
AUTRES ACTIVITÉS	21	22	4,8 %
Santé humaine & action sociale	5	10	100,0 %
Activités récréatives	8	4	-50,0 %
Enseignement	2	4	100,0 %
Autres activités	6	4	-33,3 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	312	324	3,8 %

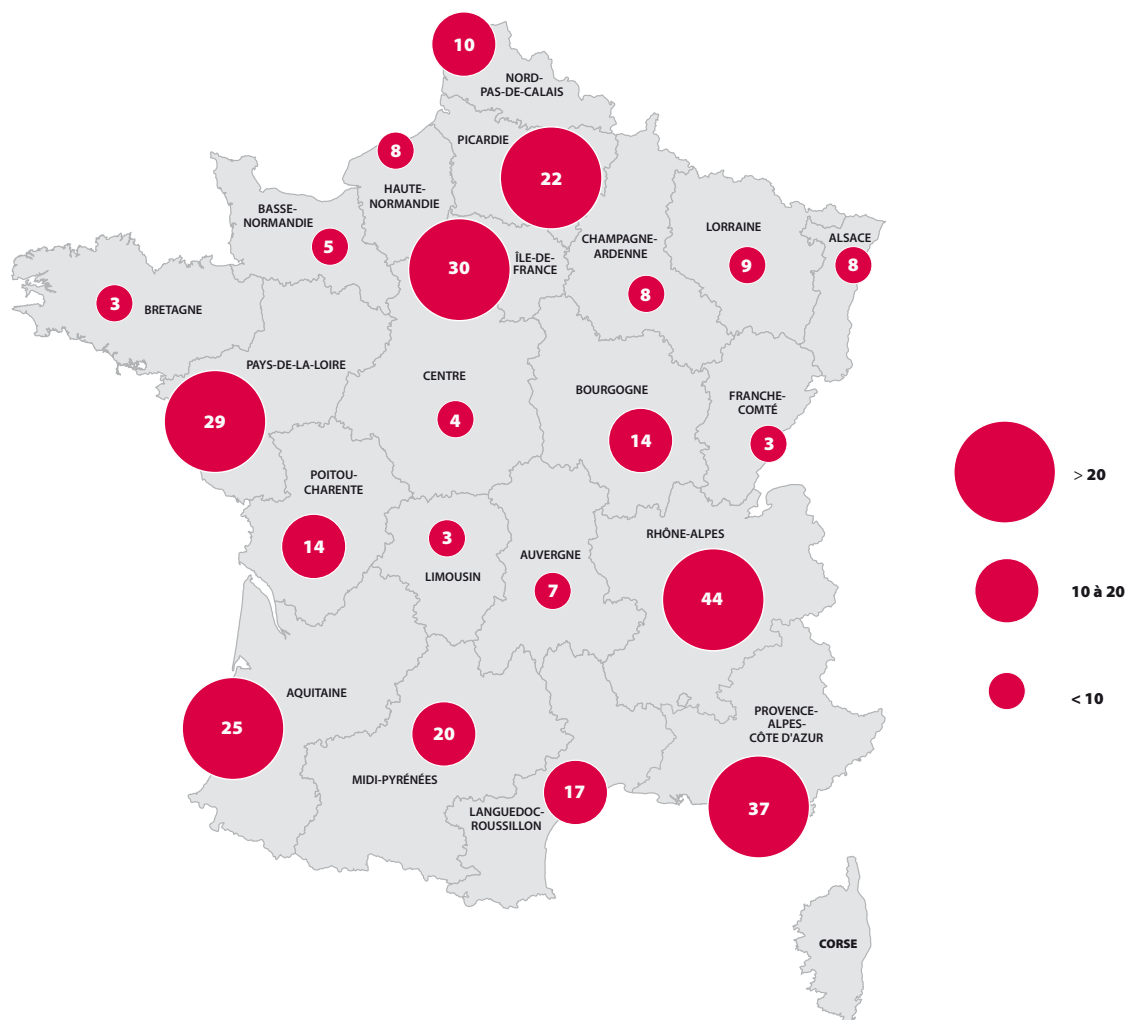
STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR RÉGION

RÉGION	1 ^{er} trimestre 2011	1 ^{er} trimestre 2012	Évolution trimestre
Alsace	3	8	166,7 %
Aquitaine	23	25	8,7 %
Auvergne	3	7	133,3 %
Basse Normandie	12	5	- 58,3 %
Bourgogne	6	14	133,3 %
Bretagne	11	3	- 72,7 %
Centre	9	4	- 55,6 %
Champagne-Ardenne	6	8	33,3 %
Corse	0	-	-
Franche-Comté	6	3	-
Haute-Normandie	4	8	100,0 %
Île-de-France	30	30	0,0 %
Languedoc-Roussillon	14	17	21,4 %
Limousin	6	3	- 50,0 %
Lorraine	6	9	50,0 %
Midi-Pyrénées	16	20	25,0 %
Nord-Pas de Calais	10	10	0,0 %
Pays de la Loire	10	29	190,0 %
Picardie	7	22	214,3 %
Poitou-Charentes	25	14	- 44,0 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	58	37	- 36,2 %
Rhône-Alpes	46	44	- 4,3 %
Autres (dont DOM)	1	4	300,0 %
TOTAL	312	324	3,8 %

CARTE DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR RÉGION

1^{ER} TRIMESTRE 2012

SOURCE ALTARES



SAUVEGARDES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 5 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES AU 1^{ER} TRIMESTRE 2012

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	ANNÉE CRÉATION	CODE NAF	ACTIVITÉ	CA (M€)	EFFECTIF	MOIS DE SAUVEGARDE
POWEO PONT SUR SAMBRE PRODUCTION	59	Nord-Pas de Calais	2006	3511Z	Production d'électricité	196,6	NC	03
TRANSPORTS CITRA	02	Picardie	1955	5229B	Affrètement et organisation des transports	35,5	342	03
KAISER	54	Lorraine	1985	2920Z	Fabrication de carrosseries et remorques	21,5	163	01
RESITEL	69	Rhône-Alpes	1982	5520Z	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	17,6	NC	03
DACHARD	03	Auvergne	1984	4661Z	Commerce interentreprises de matériel agricole	17,3	41	02
SPT MARITIME ET INDUSTRIEL	13	Provence-Alpes- Côte d'Azur	1993	4399B	Travaux de montage de structures métalliques	17,1	147	01
MANUFACTURE DE CHAUSSURES H. SAMSON	49	Pays-de-la Loire	1959	1520Z	Fabrication de chaussures	14,7	174	01
CYCLAM	80	Picardie	1992	2829B	Fab. autres machines d'usage général	10,7	82	03
PRIVATE OUTLET	93	Île-de-France	2006	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	9,7	49	02
LEALEX	69	Rhône-Alpes	2004	4321A	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	9,2	71	03
CHRISTOPHE MASSENA TRAVAUX PUBLICS	83	Provence-Alpes- Côte d'Azur	2000	4312B	Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse	8,5	44	01
TECHNI-METAL SYSTEMES S.A.S.	60	Picardie	2007	2822Z	Fabrication de matériel de levage et de manutention	8,2	30	02
CEPAGES EPERNAY	51	Champagne	2001	4634Z	Commerce interentreprises de boissons	8,1	9	01
SOCIETE EUROPE AUTO	94	Île-de-France	1981	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	7,3	28	02
M.AU.M.	01	Rhône-Alpes	1986	2822Z	Fabrication de matériel de levage et de manutention	5,2	21	02
IMAKYS COMMUNICATIONS SAS	91	Île-de-France	1993	9512Z	Réparation d'équipements de communication	5,1	29	02

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

AVERTISSEMENT : Depuis 2009, Altares diffuse ses statistiques de défaillances et sauvegarde d'entreprises par activité selon la nomenclature NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe auprès d'un tribunal de commerce ou de grande instance.

Cette procédure intervient lorsque le débiteur est en cessation de paiements, c'est à dire lorsqu'il est dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible.

La procédure de sauvegarde est ouverte par le tribunal sur demande d'un débiteur qui, sans être en cessation des paiements, justifie de difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter.

Les procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde sont applicables aux sociétés mais aussi à toute entreprise exerçant une activité commerciale ou artisanale, à tout agriculteur, à toute autre personne physique exerçant une activité professionnelle indépendante y compris une profession libérale.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCE :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises et de sauvegardes comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce ou de grande instance. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédure, à savoir liquidations judiciaires après redressement judiciaire, plans de continuation, de sauvegarde ou de cession. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Le B.O.D.A.C.C. publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de sauvegarde, de redressement et liquidation judiciaires.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance ou de sauvegarde retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

La nomenclature des activités françaises a été révisée au 1^{er} janvier 2008. La NAF rév. 2 succède à la NAF rév. 1 qui était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003. La modification des codes NAF répond à l'évolution des technologies, des marchés et des entreprises sur les vingt dernières années. Elle a aussi pour but de rapprocher les codes d'activité français des nomenclatures européennes (la NACE) et internationales (la CITI) pour une harmonisation qui permettra notamment de meilleures comparaisons entre les pays.

En pratique, plusieurs conséquences :

- Les codes NAF passent de 4 à 5 caractères ; les 4 premières positions correspondent à la nomenclature européenne (NACE) nouvellement révisée, et la 5^{ème} position permet de compléter le code officiel par une spécificité nationale, sous forme de lettre.
- Un code d'activité sur trois (34 %) dans la nouvelle nomenclature n'a pas de correspondance directe dans l'ancienne NAF qui comptait 712 codes contre 732 désormais.

La révision de la nomenclature des activités françaises nous conduit à recalculer notre série historique des statistiques de défaillances sur 10 ans selon la NAF rév 2. Mais les tendances globales de la nouvelle série restent néanmoins comparables de celles observées avec la NAF rév 1.

Les secteurs d'activité étudiés dans les analyses Altares se définissent de la façon suivante :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF Rev 2 ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce interentreprises	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage, ...)	77 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Administration publique	84
	Autres activités	94 ET 99